

Hongo Beti / Odile Tobner Dictionnaire de la Négritude L'Harmattan, Paris 1983

p 256-157 -

LUMUMBA, Patrice (1925-1961)

La mort de Patrice Lumumba, à la merci de ses ennemis, fut pathétique et tragique comme un chemin de croix ; sa vie n'avait guère été plus heureuse. Enfance précaire, éducation absurde à force d'incertitude, une jeunesse ballottée entre la persécution et des triomphes fugaces, le futur martyr avait déjà payé très cher d'être né africain entreprenant, passionné et fier dans le Congo-Belge, colonie passablement sinistre, où le climat moral évoqua longtemps l'Afrique du Sud.

Image auparavant imprévisible, trop mobile, le destin de Patrice Lumumba se fige dans son contour définitif en 1960, l'année de l'indépendance du futur Zaïre : par la fermeté de ses vues, par la fougue de ses propositions, c'est P. Lumumba qui s'impose comme le grand homme politique dont le pays a besoin. Premier Premier ministre de l'histoire du Congo-Léopoldville aux côtés du fâlot Joseph Kasavubu, Président de la République, c'est légalement Patrice Lumumba le détenteur du pouvoir. Aussitôt commence sa cruelle descente aux enfers.

Contre Patrice Lumumba, la CIA et les convolutionnaires de l'antimarxisme ont vite réussi à coaliser

apeturs africains, no- riques blancs du racisme prodigieux de privilèges, églises chrétiennes piliers du colonialisme, maniaques des marges bénéficiaires miraculeuses. Alors s'encenche le drame qui se dénoue fatalement par l'éviction du leader africain anti-impérialiste et dont le scénario se répètera souvent, identique à lui-même malgré les multiples variantes.

Le sabotage de l'indépendance commence dès juillet 1960 par la mutinerie organisée de ce qui tient lieu d'armée au Congo, la Force publique, des hommes de troupe noirs entièrement encadrés par des Blancs. Le commandant en chef, un général belge, entend faire ainsi la démonstration de l'incapacité des Noirs à se gouverner. L'anarchie et les violences, en se propageant, donnent à la Belgique le prétexte rêvé pour une intervention militaire, dans laquelle Moïse Tshombé, qui s'est imposé au Katanga, voit l'occasion de faire sécession. Impossible désormais d'interrompre la chaîne diabolique des réactions. Arrivée des casques bleus de l'ONU, éclatement du Congo en États tribaux, conflit entre Patrice Lumumba et le secrétaire général de l'ONU, excommunications mutuelles du président J. Kasavubu et du Premier ministre P. Lumumba, arbitrage hypocrite de Joseph-Désiré Mobutu nouveau chef d'état-major de l'armée, qui a pour effet l'arrestation et la détention de Patrice Lumumba, son éviction suivie de sa remise au maître du Katanga Moïse Tshombé, son ennemi implacable. Chacun connaît la suite.

Avec la destitution de Patrice Lumumba et son assassinat, une tradition était fondée, une technique rodée ; elles allaient faire leurs preuves plus tard avec Kwamé N'Krumah au Ghana, Modibo Keita au Mali, Thomas Sankara au Burkina-Faso, en attendant d'autres occa-

sions. La tragédie de Patrice Lumumba revêt à un caractère doublement exemplaire, individuellement et collectivement.

LUTHULI, Albert (1898-1967)

D'ethnie zoulou, où il porte le titre honorifique de Chef, premier Président historique de l'ANC élu en 1952, très représentatif de la petite classe de lettrés africains timorés qui vont le diriger jusqu'au massacre de Sharpeville en 1960, Albert Luthuli a incarné en quelque sorte l'illusion lyrique du mouvement en lui imprimant durablement une orientation de non-violence s'inspirant à la fois du gandhisme et des préceptes chrétiens.

Sans cesse soumis aux outrages et aux humiliations du système, Albert Luthuli fait, à son corps défendant, la démonstration qu'il y a inadéquation entre le rêve de Gandhi et un régime qui ne respecte aucun principe moral. Le grand militant est en prison quand il apprend en 1960 que le Prix Nobel de la paix lui a été attribué.

Chief A. Luthuli est mort le 21 juillet 1967 dans un accident qui a paru suspect à plus d'un commentateur. La version officielle prétend que, au moment où il enjambe le ballast d'un petit chemin de fer desservant le district où le Prix Nobel, vénéré du monde entier, est tenu en résidence surveillée, le vieil homme est accroché par le wagon de marchandise d'un petit train local.

Albert Luthuli laissait une autobiographie intitulée *Let my people go*.

Lynchage

La loi de Lynch, cette institution d'une justice sommaire et expéditive

exercée par la foule, sévit aux États-Unis à partir du XVIII^e siècle, où un certain Lynch établit un tribunal privé décrétant et appliquant ses propres sentences. Dans les mœurs, d'une rudesse et d'une férocité primitives, des agglomérations de pionniers, lors de la conquête de l'Ouest américain, le lynchage tint une place dont témoignent maintes intrigues de westerns. Il disparut vite, ressenti comme insupportable dès qu'un groupe devenait une communauté civilisée. Il connut cependant un développement d'une nature différente dans les États du Sud, après la guerre de Sécession, où il fut le principal moyen, pour la communauté blanche raciste, de maintenir dans l'humiliation par la terreur les anciens esclaves noirs. Le fléau du lynchage des Noirs sévit pendant des dizaines d'années aux États-Unis et n'est peut-être pas encore tout à fait éteint. Mollement combattu par les autorités de certains États, il était, dans d'autres États, directement, bien que parallèlement, protégé ou même inspiré par elles. La hantise du lynchage constitua à la longue un traumatisme dévastateur dans la conscience de plusieurs générations de Noirs par le caractère à la fois permanent, imprévisible et irrationnel de cette menace qui tenait au fil de l'arbitraire de groupes de petits blancs fanatisés par le Ku-Klux-Klan.

De 1882 à 1962, 3 442 cas de lynchages de Noirs ont été officiellement recensés, contre 1 294 pour les Blancs. Pour ces derniers, les cas les plus nombreux se situent sur une brève période autour des années 1884 et 1885, dans l'Ouest, soit pour un homicide soit pour des causes indéterminées et le lynchage se fait par pendaison pure et simple. Les autres cas, tout au long de cette période, pour une part non négligeable, concernent des exécutions sommaires d'individus qui se sont